

Les résolutions sur la Syrie adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies (2011-2022)

Khaled MEBARKI (ANR SHAKK)

Ce tableau propose la recension chronologique, l'analyse ainsi qu'une tentative de contextualisation des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies depuis 2011 sur la Syrie.

Notre travail a tout d'abord consisté à retrouver quels étaient les dix États membres non permanents lors de chaque session de réunion du Conseil de sécurité qui se compose de cinq membres permanents et de dix membres élus pour un mandat de deux ans par l'Assemblée générale, renouvelés par moitié chaque année. Cela nous a permis de déduire, à la lecture des communiqués de presse des Nations unies les positions de vote de tous les membres, permanents comme non-permanents. Cette recherche a son importance. Elle nous permet d'apprécier le souci constant des membres travaillants à une réponse du Conseil de sécurité au conflit syrien de recherche d'un soutien le plus large possible lors de la présentation des projets de résolutions et des passages au vote. Cette recherche du consensus, au cœur du travail du Conseil est aussi visible à travers l'adhésion et le soutien recherché des États non membres qui ont pu s'associer ou non, en amont, à l'élaboration de projets de résolutions pour leur donner plus de poids au moment du passage au vote.

De plus, toujours par une analyse déductive, nous sommes parvenus à retrouver les positions de vote de tous les membres, permanents comme non permanents dans les projets de résolution (restés à l'état de projet car rejetés). Le vote pour, contre ou l'abstention de certains membres lors des mises au vote des projets mettent en lumière les alliances et les oppositions à l'œuvre sur le cas syrien mais aussi plus globalement les clivages et les alignements qui irriguent les rapports de force à l'œuvre dans l'enceinte du Conseil. Il est important de noter que l'abstention sur des enjeux aussi importants que ceux soumis au vote du Conseil de sécurité n'est jamais neutre et que les positions de vote sont toujours l'objet d'intenses tractations, d'autant plus dans le cadre du conflit syrien. C'est pourquoi, nous avons tenté de rassembler et d'exposer les justifications, officielles ou non, des positions de vote des membres du Conseil. Il est à noter que dans cet esprit et pour parvenir à un usage plus *modéré* du veto, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté l'obligation de justifier tout recours au veto en avril dernier.

À ce travail d'analyse, le tableau adjoint une tentative de recension des développements du conflit à l'œuvre sur le terrain aux moments même des réunions du Conseil. Ce travail permet de replacer les négociations et les échecs aux Nations unies dans le contexte immédiat de la guerre où les

membres les plus importants du Conseil sont eux-mêmes engagés et d'éclairer les positions des uns et des autres à lors des phases les plus meurtrières du conflit, lors desquelles une réponse du Conseil était attendue.

Cette synthèse a été réalisée dans le cadre d'un stage au sein du programme ANR SHAKK, sous la direction d'Anna Poujeau. Pour citer ce travail : Khaled MEBARKI 2022, « Résolutions politiques et juridiques du conflit syrien (2011-2022) », Carnets SHAKK, <https://shakk.hypotheses.org/reso/>, le 15 juillet 2022.

SHAKK - Timeline et analyse des votes au CSNU

DATE	CÔTE	PAYS INSTIGATEUR(S)	VOTE(S) POUR	VOTE(S) CONTRE MEMBRE(S) PERMANENT(S)	VOTE(S) CONTRE MEMBRE(S) NON-PERMANENT(S)	ABSTENTION(S)	DESCRIPTION	CONTEXTE SUR LE TERRAIN	COMMENTAIRE	
<i>Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie - Gabon, Nigéria, Liban, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Afrique du Sud, Inde, Colombie, Allemagne, Portugal</i>										
2011	4 octobre	S/2011/612	Allemagne, France, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande	Allemagne, Bosnie-Herzégovine, Colombie, États-Unis d'Amérique, France, Gabon, Nigéria, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Fédération de Russie, Chine	X	Brsil, Inde, Afrique du Sud, Liban	Série de mesures ciblées (et réduites) contre le régime faisant suite à la repression de la contestation - Appel à l'arrêt immédiat des violences, à l'établissement des responsabilités et à l'initiation d'un nouveau processus politique auquel l'opposition doit prendre part.	Le vote intervient après sept mois de contestation et de répression en Syrie. Les Russes voulaient une formulation condamnant la violence des deux parties et la suppression du projet d'équipe d'enquête du Conseil des droits de l'homme des Nations unies.	
<i>Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie - Afrique du Sud, Inde, Colombie, Allemagne, Portugal, Maroc, Togo, Guatemala, Pakistan, Azerbaïdjan</i>										
2012	4 février	S/2012/77	Allemagne, Arabie saoudite, Bahreïn, Colombie, Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, France, Jordanie, Koweït, Libye, Maroc, Oman, Portugal, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo, Tunisie et Turquie	Maroc, Togo, Afrique du Sud, Pakistan, Inde, Guatemala, Colombie, Allemagne, Portugal, Azerbaïdjan, France, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Fédération de Russie, Chine	X	X	Le projet de résolution soumis par le Maroc au Conseil de sécurité de l'ONU demandait au régime syrien de mettre fin à la violence, de cesser les détentions arbitraires, de lancer un processus de dialogue englobant tous les groupes politiques et d'organiser des élections libres. En outre, elle demandait à Assad de transférer le pouvoir exécutif à son vice-président et à l'ONU de prendre les mesures nécessaires pour soutenir les efforts de la Ligue arabe en vue de trouver une solution politique à la crise. Texte soutenant le plan de paix proposé par la Ligue arabe.	Le jour du vote les forces gouvernementales ont commencé un intense bombardement d'artillerie sur Homs, entraînant la mort de plus de 400 civils, selon des militants de la ville. Les Shabiha ont également envahi certains hôpitaux, avec l'intention de tuer ou d'enlever les blessés. Après les vetos russe et chinois, le régime Assad a intensifié ses opérations à Homs. Les opérations militaires incessantes du régime dans la ville ont obligé la communauté internationale à élaborer une nouvelle initiative pour la Syrie.	Au cours des réunions, les pays arabes et occidentaux ont réitéré leur soutien au projet de résolution et ont prononcé leurs discours afin de rassurer la Russie, qui craignait que la décision ne permette simplement une intervention militaire occidentale. Leurs efforts pour rassurer la Russie se sont poursuivis tout au long des réunions. Un nouveau projet de résolution a intégré des modifications répondant aux objections russes. Malgré ces efforts, la Chine et la Russie se sont opposées à la formulation qui tenait Bachar Assad pour seul responsable de la violence, et les deux nations ont opposé leur veto. Les vetos de la Russie et de la Chine ont suscité une condamnation internationale. Les États-Unis ont qualifié le veto de la Russie de honteux, et le Royaume-Uni a déclaré qu'il était terrifié par cette décision. La Ligue arabe a déclaré que la Russie et la Chine autour du sang syrien sur les mains à cause de leur veto. Au cours de ces discussions, les Russes auraient proposé un plan en trois points qui amènerait le gouvernement syrien et l'opposition à la table des négociations et aboutirait à la démission d'Assad en tant que président. Mais, selon M. Ahtisaari, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont rejeté cette proposition. Les diplomates occidentaux réfutent : "Je doute fort que les P3 [les États-Unis, le Royaume-Uni et la France] aient refusé ou rejeté une telle offre de stratégie à l'époque. Les questions portaient davantage sur le séquençage - le début ou la fin du processus - et sur la capacité de la Russie à tenir ses promesses pour obtenir le retrait d'Assad".
	14 avril	S/RES/2042	X	Unanimité	X	X	X	Proposition en six points de l'envoyé spécial conjoint de l'ONU et de la Ligue des États arabes dit Plan Annan acceptée par le gouvernement. Autorisation du déploiement d'une mission préparatoire comprenant jusqu'à 30 observateurs militaires non armés en République arabe syrienne.	Depuis le 8 avril, les slogans des manifestations commencent à appeler à un renversement du gouvernement d'Assad.	Un texte similaire a été avancé à l'Assemblée générale des Nations unies, qui a approuvé cette résolution non contraignante le 16 février 2012. La Russie, la Chine et dix autres pays ont voté contre. La proposition a été approuvée par le Conseil de sécurité des Nations unies et constitue une première feuille de route pour l'ouverture de pourparlers de paix.
	21 avril	S/RES/2043	X	Unanimité	X	X	X	Création d'une Mission de supervision des Nations Unies en Syrie (MISNUS)	Les protestations se sont étendues ; le vendredi 8 avril, elles se sont produites simultanément dans dix villes.	Mandat pour surveiller la cessation des violences, ce plan de paix et la présence d'observateurs, s'ils ont permis une brève période de répit, n'auront pas su prévenir l'intensification du conflit.
	19 juillet	S/2012/538	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - Allemagne, États-Unis d'Amérique, France, Portugal	Allemagne, Azerbaïdjan, Colombie, États-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Inde, Maroc, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo	Fédération de Russie, Chine	X	Afrique du Sud, Pakistan	Condamnation du recours "aux armes lourdes, notamment le pilonnage aveugle d'agglomérations à partir de chars et d'hélicoptères"	Constitution d'une rébellion armée s'emparant de larges pans du territoire / 15 juillet 2012 l'ASL lance la bataille de Damas / "volcan de Damas" / Usage des bombes barils, tonneaux remplis d'explosifs largués depuis les airs.	Début de l'insurrection armée. La Croix Rouge parle désormais officiellement du conflit comme de la Guerre civile syrienne.
	20 juillet	S/RES/2059	X	Unanimité	X	X	X	Porte prolongation de la MISNUS	Offensive du PYD qui s'empare partiellement du Nord syrien / les rebelles prennent Alep-Est.	Le 29 juillet 2011, sept officiers des Forces armées syriennes ayant fait défection forment l'Armée syrienne libre (ASL), composée à l'origine d'officiers et de soldats syriens ayant fait défection, dans le but de "faire tomber le gouvernement Assad" avec les forces de l'opposition.
<i>Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie - Maroc, Togo, Guatemala, Pakistan, Azerbaïdjan, Rwanda, Corée du Sud, Argentine, Australie, Luxembourg</i>										
2013	27 septembre	S/RES/2118	X	Unanimité	X	X	X	Le CS de l'ONU adopte une résolution qui contraint le régime Assad à détruire la totalité de ses armes chimiques en moins d'un an.	Le 21 août 2013, une attaque au gaz sarin sur deux bastions de la rébellion de la périphérie de Damas fait des centaines de morts. Des frappes américaines contre le régime sont cependant évitées in extremis grâce à un accord avec la Russie, soutien d'Assad, sur la destruction de l'arsenal chimique syrien.	Un projet de résolution rédigé par la France, qui a fait l'objet de fuites dans les médias le 13 septembre, inclut une saisine de la CPI. Cependant, cet élément ne surviendra pas aux révisions de ce projet de texte. Des déclarations faites le 16 septembre à Paris par le Secrétaire d'État américain et les ministres français et britannique des Affaires étrangères semblent confirmer que le projet de résolution ne contiendrait pas de mention de la CPI.
<i>Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie - Rwanda, Corée du Sud, Argentine, Australie, Luxembourg, Tchad, Nigéria, Chili, Jordanie, Lituanie</i>										
	22 février	S/RES/2139	X	Unanimité	X	X	X	Situation humanitaire en République arabe syrienne. Demande à toutes les parties à la guerre civile syrienne de permettre le libre accès à l'aide humanitaire	Début d'année marqué par les batailles entre Daech, l'ASL et les rebelles islamistes pour le contrôle d'Alep, Idlib, DeirEzoz et Raqqa.	En adoptant à l'unanimité la résolution 2139 (2014), le Conseil a exigé que toutes les parties permettent l'acheminement de l'aide humanitaire, cessent de priver les civils de la nourriture et des médicaments indispensables à leur survie et permettent l'évacuation rapide, sûre et sans entrave de tous les civils qui souhaitent partir. Il a exigé que toutes les parties respectent le principe de neutralité médicale et facilitent le libre passage du personnel, du matériel et des transports médicaux dans toutes les zones.

SHAKK - Timeline et analyse des votes au CSNU

DATE	CÔTE	PAYS INSTIGATEUR(S)	VOTE(S) POUR	VOTE(S) CONTRE MEMBRE(S) PERMANENT(S)	VOTE(S) CONTRE MEMBRE(S) NON-PERMANENT(S)	ABSTENTION(S)	DESCRIPTION	CONTEXTE SUR LE TERRAIN	COMMENTAIRE	
2014	22 mai	S/2014/348	France - Albanie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Belgique, Botswana, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Émirats arabes unis, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, Géorgie, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Italie, Japon, Jordanie, Lettonie, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Panama, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique du Congo, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie et Ukraine	Argentine, Australie, Chili, Corée du Sud, États-Unis d'Amérique, France, Jordanie, Lituanie, Luxembourg, Nigeria, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, Rwanda, Tchad	Fédération de Russie, Chine	X	X	Résolution au Conseil de sécurité visant à déferer la situation en Syrie à la Cour pénale internationale. Projet de résolution condamnant " les violations généralisées des droits de l'homme et du droit international humanitaire par les autorités syriennes et les milices pro-gouvernementales ainsi que les atteintes aux droits de l'homme et les violations droit humanitaire international par des groupes armés non étatiques " et renvoyant la situation en Syrie au procureur de la Cour pénale internationale.	Nombreuses batailles sur tout le territoire. Elections présidentielles le 3 juin dans les territoires contrôlés.	Premier veto russe et chinois sur la Syrie depuis deux ans.
	14 juillet	S/RES/2165	X	Unanimité	X	X	Situation humanitaire en République arabe syrienne et déploiement d'un mécanisme de surveillance	29 juin proclamation du Califat, le 14 prise de Deir- ez-Zor	La résolution 2165 autorise l'ONU à fournir une aide humanitaire transfrontalière via la Jordanie, la Turquie et l'Irak sans le consentement du gouvernement syrien , et établit un mécanisme de surveillance pour contrôler la mise en œuvre. La résolution réaffirme également la responsabilité première des autorités syriennes en matière de protection de la population.	
	15 août	S/RES/2170	X	Unanimité	X	X	Menaces à la paix et sécurité internationales causées par des actes terroristes perpétrés par Al-Qaïda	Le 14 août, l'armée syrienne ainsi que les milices du Hezbollah ont repris la ville de Mleïha dans le gouvernorat de Rif Dimashq. Le Conseil militaire suprême de l'ASF a démenti les allégations de prise de Mleïha, les rebelles ayant plutôt redéployé leurs récentes avancées vers d'autres lignes défensives. Mleïha a été tenue par le Front islamique. Les rebelles avaient utilisé la ville pour tirer des mortiers sur les zones tenues par le gouvernement baasiste à l'intérieur de Damas.	La résolution 2170 condamne les violations systématiques et généralisées des droits de l'homme et du droit humanitaire international, notamment le meurtre aveugle de civils par des groupes extrémistes armés, en particulier le soi-disant État islamique d'Irak et du Levant et le Front Al-Nusra. La résolution se dit préoccupée par le fait que certaines parties de l'Irak et de la Syrie sont sous le contrôle de ces groupes, et place six individus affiliés à ces groupes sur la liste des sanctions du CSNU contre Al-Qaïda. La résolution souligne également la responsabilité première des États membres des Nations unies de protéger les populations civiles sur leur territoire.	
	24 septembre	S/RES/2178	X	Unanimité	X	X	Menaces à la paix et sécurité internationales causées par les combattants terroristes étrangers.	Septembre 2014, Barack Obama met en place une coalition internationale anti-EI	résolution 2178 appelant tous les États membres à prendre des mesures collectives pour empêcher l'afflux de combattants terroristes étrangers. La résolution, qui a été adoptée lors d'une réunion du Conseil de sécurité présidée par le président Obama, intervient dans un contexte de préoccupation internationale croissante concernant la situation en Irak et en Syrie.	
	17 décembre	S/RES/2191	X	Unanimité	X	X	Renouvellement des décisions des paragraphes 2 et 3 de la résolution 2165 du Conseil de sécurité (2014) pour une période de 12 mois sur les points de passage frontaliers.	Intervention russe, turque et américaine sur le terrain.	Par l'adoption à l'unanimité de la résolution 2191 (2014), l'organe de 15 membres a décidé que les organismes des Nations Unies et les partenaires humanitaires pourraient continuer jusqu'au 10 janvier 2016 à utiliser, après notification aux autorités syriennes, les points de passage frontaliers de Bab al-Salam, Bab al-Hawa, Al Yarubiyah et Al-Ramtha, en plus de ceux déjà utilisés, comme cela avait été initialement autorisé par la résolution 2165 (2014)	
<i>Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie - Tchad, Nigéria, Chili, Jordanie, Lituanie, Angola, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Espagne, Venezuela</i>										
	12 février	S/RES/2199	X	Unanimité	X	X	Menaces à la paix et sécurité internationales causées par des actes terroristes perpétrés par Al-Qaïda et groupes associés	Intervention russe, turque et américaine sur le terrain.	Formation du Front Sud de l'Armée syrienne libre dans le sud de la Syrie	
	6 mars	S/RES/2209	X	Unanimité -1	X	Venezuela	Utilisation d'armes chimiques en République arabe syrienne	Au 24 mars le Front al-Nusra dominant la majeure partie de la province d'Idlib. Le 28 mars, une coalition conjointe de forces islamistes, l'Armée de la conquête, s'est emparée d'Idlib.	En juin 2014, les derniers stocks d'armes chimiques déclarés par le gouvernement syrien "ont été retirés du pays", conformément à l'accord américano-russe de septembre 2013.	
	7 août	S/RES/2235	X	Unanimité	X	X	Création d'un mécanisme d'enquête conjoint OIAC-ONU pour identifier les responsables des attaques à l'arme chimique en République arabe syrienne	Le Mécanisme d'enquête conjoint a conclu qu'il existait des « preuves suffisantes » que des armes chimiques avaient été utilisées à trois reprises en République arabe syrienne entre 2014 et 2015 : deux attaques au chlore gazeux avaient été commises contre des civils par l'armée de l'air syrienne, et une au « gaz moutarde » par l'EiIL	En mai, Daesh prend le contrôle de Palmyre, une ville antique de l'est de la Syrie dotée d'une riche collection de monuments gréco-romains. Daesh diffuse ensuite des photos et des vidéos de ses combattants en train de démolir des artefacts et des structures.	
	20 novembre	S/RES/2249	X	Unanimité	X	X	Condamnation des ttaques terroristes perpétrées par l'État islamique d'Irak et du Levant (EiIL) également connu sous le nom de Daech	Le 30 septembre 2015, à la demande officielle du gouvernement baasiste syrien dirigé par le président Bachar el-Assad, les forces aérospatiales russes ont entamé une campagne soutenue de frappes aériennes à la fois contre Daesh et l'opposition à Assad.	Le 30 octobre, des pourparlers de paix sur la Syrie se tiennent à Vienne, à l'initiative des États-Unis, de la Russie, de la Turquie et de l'Arabie saoudite. Le 30 octobre, l'Irak participe pour la première fois aux négociations sur le règlement de la question syrienne. Les participants sont en désaccord sur l'avenir de Bachar Assad.	

SHAKK - Timeline et analyse des votes au CSNU

DATE	CÔTE	PAYS INSTIGATEUR(S)	VOTE(S) POUR	VOTE(S) CONTRE MEMBRE(S) PERMANENT(S)	VOTE(S) CONTRE MEMBRE(S) NON-PERMANENT(S)	ABSTENTION(S)	DESCRIPTION	CONTEXTE SUR LE TERRAIN	COMMENTAIRE	
2015	17 décembre	S/RES/2253	X	Unanimité	X	X	X	La résolution précise que les sanctions qui étaient déjà en vigueur contre Al-Qaïda viseraient également l'État islamique en Irak et à (ISIL/Da'esh). Cette résolution résume les critères selon lesquels les personnes et les organisations peuvent se retrouver sur la liste des sanctions. Les pays ont également été invités à prendre des mesures plus strictes pour couper le financement des groupes terroristes.	Le 7 décembre 2015, le gouvernement a annoncé que des avions de guerre de la coalition dirigée par les États-Unis avaient tiré neuf missiles sur son camp militaire près d'Ayyash, dans la province de Deir al-Zour, la veille au soir, tuant trois soldats et en blessant 13 autres. Le gouvernement a condamné ces frappes, la première fois que les forces gouvernementales seraient visées par la coalition, comme un acte d'"agression flagrante"; le porte-parole de la coalition a nié sa responsabilité.	La résolution approuve le plan de transition des Amis de la Syrie mais ne pas précise pas qui représenterait l'opposition syrienne, tout en condamnant les groupes terroristes comme Daesh et Al-Qaïda. De plus elle n'a fait aucune mention du futur rôle du président syrien Bachar Assad.
	18 décembre	S/RES/2254	X	Unanimité	X	X	X	Situation en République arabe syrienne. Établissement de la feuille de route pour la transition politique. Cette dernière résolution prévoit notamment la mise en œuvre d'un cessez-le-feu, l'adoption par les parties de mesures de confiance, propres à favoriser un environnement sûr et neutre, une nouvelle Constitution et des élections libres et régulières, auxquelles pourraient participer tous les Syriens, y compris les membres de la diaspora.	La résolution 2254 du Conseil du 18 décembre 2015 a approuvé le plan de transition des Amis de la Syrie mais n'a pas précisé qui représenterait l'opposition syrienne, tout en condamnant Daesh et Al-Qaïda; elle n'a fait aucune mention du futur rôle du président syrien Bachar Assad.	La résolution 2254 de l'ONU a été invoquée par l'Iran, la Russie et la Turquie comme base juridique du processus politique nécessaire pour résoudre le conflit syrien, lors du premier tour des pourparlers d'Astana en janvier 2017. Le 18 décembre 2015, le Conseil de sécurité de l'ONU, ayant surmonté l'impasse sur la Syrie qui persistait depuis octobre 2011, a adopté à l'unanimité la résolution 2254, approuvant le plan de transition de l'ISSG qui établissait un calendrier pour des pourparlers formels et un gouvernement d'unité dans les six mois; la résolution a chargé l'envoyé spécial de l'ONU Staffan de Mistura d'organiser les pourparlers sur la Syrie. Cependant, les grandes puissances restent divisées sur la question de savoir qui doit représenter l'opposition syrienne; aucune mention n'est faite du rôle futur du président syrien Bachar Assad. A initié le mouvement de création du Comité constitutionnel syrien.
	22 décembre	S/RES/2258	X	Unanimité	X	X	X	Situation humanitaire en République arabe syrienne et renouvellement pour une période de 12 mois des deux décisions de la résolution 2165 du Conseil de sécurité (2014)	Zahran Alloush, est tué dans une frappe aérienne le 25 décembre. Naji al-Jerf est assassiné le 27 décembre 2015 à Gaziantep.	Selon le texte, les agences humanitaires des Nations unies et leurs partenaires sont autorisés à traverser les lignes de conflit en Syrie et les passages frontaliers de Bab al-Salam, Bab al-Hawa, Al Yarubiyah et Al-Ramtha, en plus de ceux déjà utilisés, avec notification aux autorités syriennes. Il a en outre décidé d'établir un mécanisme de surveillance, sous l'autorité du Secrétaire général de l'ONU, pour surveiller, pour le consentement des pays voisins concernés de la Syrie, le chargement de tous les envois de secours humanitaires des organismes humanitaires de l'ONU et de leurs partenaires d'exécution dans les installations concernées de l'ONU, avec également une notification aux autorités syriennes.
<i>Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie - Angola, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Espagne, Venezuela, Égypte, Sénégal, Uruguay, Japon, Ukraine</i>										
2016	26 février	S/RES/2268	X	Unanimité	X	X	X	Appel à la cessation des hostilités et à l'octroi d'un accès aux travailleurs humanitaires en Syrie.	En mars, les troupes syriennes, renforcées par les combattants du Hezbollah et le soutien aérien russe, reprennent Palmyre à Daesh.	Les membres du Conseil ont adopté à l'unanimité la résolution 2268 (2016), approuvant l'accord annoncé dans la déclaration conjointe des États-Unis et de la Fédération de Russie, coprésidents du Groupe international de soutien à la Syrie. La résolution exige que toutes les parties à l'accord respectent ses termes, et exhorte tous les États membres à user de leur influence pour que les parties au conflit respectent leurs engagements et créent les conditions d'un cessez-le-feu durable et pérenne.
	8 octobre	S/2016/846	France, Espagne - Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, Émirats arabes unis, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, Géorgie, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Qatar, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie et Ukraine	Égypte, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Ukraine, Uruguay	Fédération de Russie	Venezuela	Angola	Projet de création d'une zone d'exclusion aérienne à Alep.	Le 22 septembre, après l'échec d'un bref cessez-le-feu, la Russie et les forces gouvernementales syriennes commencent à bombarder lourdement le territoire tenu par les rebelles à Alep.	Deux projets de texte - l'un de la France et de l'Espagne, l'autre de la Fédération de Russie - concernant le conflit en Syrie n'ont pas été adoptés. Le texte français et espagnol qui aurait permis au Conseil d'exiger l'arrêt immédiat de tous les bombardements aériens et vols militaires au-dessus de la ville d'Alep a recueilli 11 voix pour, deux abstentions (Angola et Chine) et deux votes négatifs (Fédération de Russie et Venezuela). Le texte aurait également demandé la mise en œuvre immédiate d'une cessation des hostilités ainsi qu'un accès humanitaire immédiat, sûr et sans entrave dans tout le pays, et exigé que les parties au conflit - en particulier les autorités syriennes - appliquent pleinement toutes les résolutions précédentes du Conseil. La Chine s'est abstenue, c'est la première fois qu'elle n'oppose pas son veto à un projet de résolution sur la Syrie aux côtés de la Russie.
	31 octobre	S/RES/2314	X	Unanimité	X	X	X	Porte prolongation du mandat de l'OFAC	Les FDS progressent; intervention militaire turque commence dans le nord de la Syrie: Opération Bouclier de l'Euphrate	Prolongation du mandat du mécanisme d'enquête conjoint pour identifier les auteurs de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie
	17 novembre	S/RES/2319	X	Unanimité	X	X	X	Porte prolongation du mandat de l'OFAC	Début de la campagne de Raqqa	Prolongation du mandat du mécanisme d'enquête conjoint pour identifier les auteurs de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie
	5 décembre	S/2016/1026	Égypte, Nouvelle-Zélande, Espagne -	Égypte, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Ukraine, Uruguay	Fédération de Russie, Chine	Venezuela	Angola	Cessez le feu à Alep	Bataille d'Alep	Appel à la fin de toutes les attaques à Alep pendant sept jours.
	19 décembre	S/RES/2328	X	Unanimité	X	X	X	Exige un accès immédiat et sans entrave pour surveiller les évacuations civiles d'Alep.	Bataille d'Alep	Succès après l'échec de 1026.

SHAKK - Timeline et analyse des votes au CSNU

DATE	CÔTE	PAYS INSTIGATEUR(S)	VOTE(S) POUR	VOTE(S) CONTRE MEMBRE(S) PERMANENT(S)	VOTE(S) CONTRE MEMBRE(S) NON-PERMANENT(S)	ABSTENTION(S)	DESCRIPTION	CONTEXTE SUR LE TERRAIN	COMMENTAIRE	
21 décembre	S/RES/2332	X	Unanimité	X	X	X	La résolution 2332 exige que toutes les parties se conforment à leurs obligations en vertu du droit humanitaire international et renouvelle pour 12 mois les décisions de la résolution 2258 : autoriser l'accès humanitaire transfrontalier aux agences de l'ONU et établir un mécanisme de surveillance du processus.	Le 22 les forces gouvernementales reprendrons l'ensemble des quartiers d'Alep tenus par les rebelles, mettant ainsi fin à une bataille de quatre ans dans la ville.	La résolution réaffirme également "la responsabilité première des autorités syriennes de protéger la population en Syrie."	
31 décembre	S/RES/2336	Russie, Turquie	Unanimité	X	X	X	Cessez-le-feu à l'échelle nationale en Syrie, qui doit débiter le 30 décembre.	Le 29 décembre, Poutine a annoncé qu'un nouvel accord de cessez-le-feu avait été conclu entre le gouvernement et les groupes d'opposition (à l'exclusion des groupes terroristes désignés par l'ONU tels que ISIL et Jabhat Fateh al-Sham), la Russie et la Turquie agissant en tant que garants et l'Iran en tant que signataire. Cet accord est entré en vigueur le 30 décembre à 00h00, heure syrienne (02h00 UTC).	Les efforts politiques de la Russie et de la Turquie ont permis d'aboutir à la résolution 2336 adoptée le 31 décembre 2016. (Pourparlers d'Astana, et cessez-le-feu de décembre 2016).	
<i>Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie - Égypte, Sénégal, Uruguay, Japon, Ukraine, Éthiopie, Bolivie, Kazakhstan, Italie, Suède</i>										
2017	28 février	S/2017/172	Albanie, Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Émirats arabes unis, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Tchéquie, Turquie et Ukraine	États-Unis, France, Royaume-Uni - Sénégal, Uruguay, Japon, Ukraine, Italie, Suède	Fédération de Russie, Chine,	Bolivie	Égypte, Éthiopie et Kazakhstan	Projet de résolution visant à imposer des sanctions aux responsables d'attaques chimiques en Syrie	Le 20 janvier prise de fonction de Trump et Nikki Haley.	La Fédération de Russie a justifié son veto en affirmant que la vision promue par ce projet de résolution est « inadmissible » et illustre la « doctrine occidentale ». Elle a rappelé son scepticisme vis-à-vis des conclusions du Mécanisme d'enquête conjoint, les jugeant « insuffisantes » pour identifier les auteurs d'attaques à l'arme chimique. La représentante des États-Unis a qualifié d'« indéfendables » les votes de la Chine et de la Fédération de Russie, à l'aune des conclusions pourtant « très claires et irréfutables » du Mécanisme d'enquête conjoint, selon lesquelles le régime syrien a utilisé à trois reprises au moins des armes chimiques et Daech une fois au moins.
	12 avril	S/2017/315	États-Unis d'Amérique, France et Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord	Unanimité -4	Fédération de Russie	X	Chine, Éthiopie, Kazakhstan	Il s'agissait d'un projet de résolution sur l'attaque aux armes chimiques du 4 avril, auquel la Russie a opposé son veto.	Le 4 Usage d'armes chimiques présumées à Khan Cheikhoun et dans la Ghouta 100 victimes civiles - Frappes américaines en réponse	L'envoyé adjoint russe au Conseil de sécurité, Vladimir Safronkov dit que "Le problème principal était le fait que le projet de résolution désignait le coupable avant une enquête indépendante et objective."
	24 octobre	S/2017/884	Albanie, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Tchéquie, Turquie et Ukraine	Unanimité -4	Fédération de Russie	Bolivie	Chine	Renouvellement du mandat du Mécanisme d'enquête conjoint ONU/OIAC pour un an	17 reprise de Raqqa par les FDS	Les russes disent vouloir attendre les conclusions du dernier rapport du JIM
	16 novembre	S/2017/962	États-Unis d'Amérique, France, Italie, Japon, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Ukraine	Unanimité -4	Fédération de Russie	Bolivie	Chine, Égypte	Renouvellement du mandat du Mécanisme d'enquête conjoint ONU/OIAC	Reconquête de Deir Ezzor par le régime. Fais suite au rapport du JIT sur Khan Sheikhoun	Blocage de toute initiative sur un mécanisme d'enquête par la Russie malgré le soutien de nombreux États.
	17 novembre	S/2017/970	Japon	Unanimité -3	Fédération de Russie	Bolivie	Chine	Renouvellement du mandat du Mécanisme d'enquête conjoint ONU/OIAC pour un mois	En reprenant Deir Ezzor, le régime fait la jonction avec le gouvernement irakien.	Blocage de toute initiative sur un mécanisme d'enquête par la Russie malgré le soutien de nombreux États.
	19 décembre	S/RES/2393	X	Unanimité -3	X	X	Bolivie, Chine, Fédération de Russie	Renouvellement de l'autorisation de l'accès humanitaire transfrontalier et transfrontalier en Syrie	Le 22 décembre, le gouvernement syrien déclare la victoire à Alep après l'évacuation des derniers combattants rebelles de la ville.	Aide destinées à 13 millions de personnes en Syrie
	<i>Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie - Éthiopie, Bolivie, Kazakhstan, Pays-Bas, Suède, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Koweït, Pérou, Pologne</i>									
2018	24 février	S/RES/2401	X	Unanimité	X	X	X	Appel à une trêve humanitaire de 30 jours en Syrie	Siège de la Ghouta orientale	Succès au CS, échec sur le terrain entre les belligérants.
	10 avril	S/2018/321	Albanie, Allemagne, Australie, Bulgarie, Canada, Danemark, Estonie, États-Unis d'Amérique, Ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Italie, Lettonie, Lituanie, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Qatar, République de Moldova, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Turquie et Ukraine	Unanimité -3	Fédération de Russie	Bolivie	Chine	Il s'agissait d'un projet de résolution américain établissant le MII.	Le 7 attaque chimique à Douma 70 morts	Blocage de toute initiative sur un mécanisme d'enquête par la Russie malgré le soutien de nombreux États.
	13 décembre	S/RES/2449	X	Unanimité -2	X	X	Fédération de Russie, Chine	Autorise la prolongation d'un an des livraisons d'aide transfrontalière		Inaugure l'"humanitarisation" des résolutions du Conseil. Seuls les aspects purement logistiques seront étudiés désormais
<i>Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie - Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Koweït, Pérou, Pologne, Afrique du Sud, Indonésie, République dominicaine, Belgique, Allemagne</i>										
19 septembre	S/2019/756	Allemagne, Belgique, Koweït	Unanimité -2	Fédération de Russie, Chine	X	X	Sujet : Idlib		Le nouveau comité constitutionnel syrien (50/50) se réunira le lendemain à Genève.	

SHAKK - Timeline et analyse des votes au CSNU

DATE	CÔTE	PAYS INSTIGATEUR(S)	VOTE(S) POUR	VOTE(S) CONTRE MEMBRE(S) PERMANENT(S)	VOTE(S) CONTRE MEMBRE(S) NON-PERMANENT(S)	ABSTENTION(S)	DESCRIPTION	CONTEXTE SUR LE TERRAIN	COMMENTAIRE	
2019	20 décembre	S/2019/961	Allemagne, Belgique, Koweït	Unanimité -2	Fédération de Russie, Chine	X	X	Accès humanitaire transfrontalier à la Syrie.	Le régime a reconquis la plupart des territoires de l'opposition	La Chine et la Russie, alliées d'Assad, cherchent à fermer les deux points de passage en Irak et en Jordanie, et à ne laisser actifs que les deux points de passage en Turquie.
		S/2019/962	Fédération de Russie	Afrique du Sud, Chine, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Fédération de Russie	États-Unis, France, Royaume-Uni	Pérou, Pologne, République dominicaine	Allemagne, Belgique, Indonésie,	Résolution sur l'accès humanitaire transfrontalier à la Syrie		La Russie a souhaité restreindre les voies d'accès au minimum, en accord avec le régime.
<i>Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie - Afrique du Sud, Indonésie, République dominicaine, Belgique, Allemagne, Niger, Tunisie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Vietnam, Estonie</i>										
2020	10 janvier	S/RES/2504	X	Unanimité -4	X	X	Chine, Fédération de Russie, Royaume-Uni, États-Unis.	Prolongation jusqu'au 10 juillet l'autorisation accordée aux Nations unies et à leurs partenaires d'acheminer de l'aide humanitaire à travers les frontières syriennes	Situation humanitaire très grave. Le 3 janvier 2020 Qassem Soleimani a été assassiné.	Après de longues négociations, le Conseil de sécurité a adopté la résolution prolongeant jusqu'au 10 juillet l'autorisation accordée aux Nations unies et à leurs partenaires d'acheminer de l'aide humanitaire à travers les frontières syriennes. Plusieurs intervenants mécontents de la réduction de l'accès de quatre à deux points de passage.
	7 juillet	S/2020/654	Allemagne, Belgique	Unanimité -2	Fédération de Russie, Chine	X	X	Prolongation de l'autorisation du mécanisme transfrontalier pour la livraison de l'aide humanitaire en Syrie	Situation humanitaire très préoccupante.	Renouvellement du mécanisme permettant aux Nations unies et à leurs partenaires de passage de Bab al-Salam et Bab al-Hawa en Turquie.
	10 juillet	S/2020/667	Allemagne, Belgique	Unanimité -2	Fédération de Russie, Chine	X	X	Prolongation de l'autorisation du mécanisme transfrontalier pour la livraison de l'aide humanitaire en Syrie	Situation humanitaire très préoccupante.	Renouvellement du mécanisme permettant aux Nations unies et à leurs partenaires humanitaires d'acheminer l'aide en Syrie uniquement par les points de passage de Bab al-Salam et Bab al-Hawa en Turquie.
	10 juillet	S/2020/683	Fédération de Russie	Chine, Fédération de Russie, Afrique du Sud, Viet Nam	France, Royaume-Uni, États-Unis.	Allemagne, Belgique, République dominicaine, Estonie,	Indonésie, Niger, Saint Vincent et les Grenadines, Tunisie	Prolongation de l'autorisation du mécanisme transfrontalier pour la livraison de l'aide humanitaire en Syrie	Situation humanitaire très préoccupante.	Les russes ont tentés d'intégrer des éléments politiques inacceptables pour les membres du CS.
11 juillet	S/RES/2533	X	Unanimité -3	X	X	Fédération de Russie, Chine, République dominicaine	Prolongation d'un an du mécanisme d'acheminement de l'aide transfrontalière en Syrie	Les attaques des forces progouvernementales dans les provinces d'Idlib et d'Alep continuent.	Après plusieurs tentatives infructueuses, le Conseil a adopté une résolution prolongeant d'un an l'autorisation d'un mécanisme qui permet d'acheminer l'aide humanitaire vitale en Syrie, via un poste frontière turc. En adoptant la résolution 2533 (2020), le Conseil a approuvé la livraison de l'aide par le passage de Bab al-Hawa jusqu'au 10 juillet 2021.	
<i>Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie - Niger, Tunisie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Vietnam, Estonie, Kenya, Inde, Mexique, Irlande, Norvège</i>										
2021	9 juillet	S/RES/2585	X	Unanimité	X	X	X	Accès humanitaire transfrontalier à la Syrie par Bab el Hawa	Les sanctions américaines ont gravement affecté l'économie syrienne, notamment les secteurs de la construction, de la finance et de l'énergie, et ont compromis les efforts de reconstruction.	Les passages aux postes frontaliers sont absolument vitaux pour l'acheminement de l'aide humanitaire. Résolution de compromis prorogeant l'utilisation du poste frontalier de Bab al-Hawa pour l'acheminement de l'aide humanitaire pour une durée de six mois, avec l'espoir d'un renouvellement ultérieur pour six mois supplémentaires, jusqu'au 10 juillet 2022.
<i>Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie - Kenya, Inde, Mexique, Irlande, Norvège, Gabon, Ghana, Émirats arabes unis, Albanie, Brésil</i>										
2022	12 juillet	S/RES/2642	X	Unanimité -3	X	X	États-Unis, France, Royaume-Uni	Renouvellement de l'accès humanitaire transfrontalier à la Syrie par Bab el Hawa	Guerre en Ukraine	Prolonger de six mois renouvelables une fois du mécanisme d'aide humanitaire transfrontalière, la Russie réclamait six mois.